

Art. 3. – Le directeur général de l'enseignement et de la recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 juin 2000.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général
de l'enseignement et de la recherche :
*L'ingénieur en chef du génie rural,
des eaux et des forêts,*
M. PENEL

Arrêté du 26 juin 2000 portant fermeture de la pêche de chinchards (*Trachurus spp*) en zones CIEM II a (CE), IV (CE)

NOR : AGRM0001285A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le traité instituant la Communauté économique européenne ;
Vu le règlement (CEE) n° 3760/92 du Conseil du 20 décembre 1992 instituant un régime commun de la pêche et de l'aquaculture ;
Vu le règlement (CE) n° 2847/93 du Conseil du 12 octobre 1993 instituant un régime de contrôle applicable à la politique commune de la pêche ;

Vu le règlement (CE) n° 2742/1999 du Conseil du 17 décembre 1999 établissant, pour 2000, les possibilités de pêche et les conditions associées pour certains stocks halieutiques et groupes de stocks halieutiques applicables dans les eaux communautaires et, pour les navires communautaires, dans des eaux soumises à des limitations de capture et modifiant le règlement (CE) n° 66/98 ;

Vu le décret du 9 janvier 1852 modifié sur l'exercice de la pêche maritime ;

Vu le décret n° 90-94 du 25 janvier 1990 modifié pris pour l'application de l'article 3 du décret du 8 janvier 1852 modifié fixant les conditions d'exercice de la pêche maritime dans les zones de pêche soumises à la réglementation communautaire de conservation et de gestion ;

Vu les déclarations de captures,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Le quota de chinchards (*Trachurus spp*) dont dispose la France en zones CIEM II a (CE), IV (CE) est réputé épuisé. Les captures de cette espèce sont interdites dans les zones précitées.

Art. 2. – Les infractions seront constatées et réprimées, conformément aux dispositions de l'article 6, alinéa 7 et alinéa 8, du décret du 9 janvier 1852 susvisé.

Art. 3. – Le directeur des pêches maritimes et de l'aquaculture et les directeurs régionaux des affaires maritimes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 juin 2000.

Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur des pêches maritimes
et de l'aquaculture,*
J.-M. AURAND

Arrêté du 27 juin 2000 modifiant l'arrêté du 3 septembre 1998 relatif aux modalités de réalisation de l'identification du cheptel bovin

NOR : AGRG0001099A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le règlement (CE) n° 820/97 du Conseil du 21 avril 1997 établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins et relatif à l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine ;

Vu le règlement (CE) n° 2628/97 de la Commission du 29 décembre 1997 modifié fixant les modalités d'application du règlement (CE) n° 820/97 du Conseil en ce qui concerne les dispositions transitoires pour la période de démarrage du système d'identification et d'enregistrement des bovins ;

Vu le règlement (CE) n° 2629/97 de la Commission du 29 décembre 1997 modifié fixant les modalités d'application du règlement (CE) n° 820/97 du Conseil en ce qui concerne les marques auriculaires, les registres d'exploitation et les passeports dans le cadre du système d'identification et d'enregistrement des bovins ;

Vu le règlement (CE) n° 2630/97 de la Commission du 29 décembre 1997 fixant les modalités d'application du règlement

(CE) n° 820/97 du Conseil en ce qui concerne les contrôles minimaux à effectuer dans le cadre du système d'identification et d'enregistrement des bovins ;

Vu le règlement (CE) n° 494/98 de la Commission du 27 février 1998 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n° 820/97 du Conseil concernant l'application de sanctions administratives minimales dans le cadre du système d'identification et d'enregistrement des bovins ;

Vu le règlement (CE) n° 2680/1999 de la Commission du 17 décembre 1999 approuvant un système d'identification des taureaux destinés à des événements culturels et sportifs ;

Vu la directive 97/12/CE du Conseil du 17 mars 1997 modifiée portant modification et mise à jour de la directive 64/432/CEE relative à des problèmes de police sanitaire en matière d'échanges intra-communautaires d'animaux des espèces bovines et porcines ;

Vu le titre IV du code pénal, et notamment le chapitre I^{er} relatif aux faux et le chapitre IV relatif à la falsification des marques de l'autorité ;

Vu le code rural, et notamment le chapitre III du livre VI ;

Vu le décret n° 69-422 du 6 mai 1969 relatif à l'identification des animaux et aux enregistrements zootechniques ;

Vu le décret n° 69-666 du 14 juin 1969 relatif à l'organisation et au fonctionnement des établissements de l'élevage ;

Vu le décret n° 98-764 du 28 août 1998 relatif à l'identification du cheptel bovin ;

Vu l'arrêté du 9 juin 1994 relatif aux règles applicables aux échanges d'animaux vivants, de semences et embryons, et à l'organisation des contrôles vétérinaires ;

Vu l'arrêté du 8 août 1995 fixant les conditions sanitaires relatives à la détention, à la mise en circulation et à la commercialisation des animaux de l'espèce bovine modifié ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 1998 relatif aux modalités de réalisation de l'identification du cheptel bovin, modifié par l'arrêté du 7 mai 1999 ;

Vu l'avis de la Commission nationale spécialisée dans les problèmes d'identification des bovins en date du 31 mars 2000 ;

Sur proposition de la directrice générale de l'alimentation,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Il est inséré, après le premier tiret de l'article 1^{er} de l'arrêté du 3 septembre 1998 susvisé, le tiret suivant :

- « – bovin destiné à des événements culturels et sportifs : un bovin enregistré dans les livres généalogiques des organisations suivantes :
 - pour les animaux nés en France : associations des éleveurs français des taureaux de combat concernant la race brave ou de combat et association des éleveurs de la raço di biou en ce qui concerne la race camargue ou raço di biou (y compris tout croisement de ces races) ;
 - pour les animaux nés en Espagne et concernant la race raza bovina de Lidia :
 - Asociacion nacional de ganaderias de lidias, Asociacion nacional de ganaderias de lidias unidos, Agrapacion espanyola de reses bravas, Unio, de criadores de toros de lidia ;
 - pour les animaux nés au Portugal et concernant la race brava : Associaçao de criadores de toiros de lide. »

Art. 2. – Il est inséré, après le dernier paragraphe de l'article 12 de l'arrêté du 3 septembre 1998 susvisé, le paragraphe suivant :

« Pour les bovins destinés à des événements culturels ou sportifs, le marquage des animaux nés en France est assuré par deux marques auriculaires en métal associées à une marque au feu.

La marque auriculaire en métal porte le numéro national d'identification.

La marque au feu est composée d'un numéro à quatre chiffres constitué du millésime de l'année (un chiffre) et d'un numéro d'ordre unique pour chaque animal d'une exploitation (trois chiffres).

Ce marquage est apposé au plus tard dans les six mois qui suivent la naissance de l'animal et, en tout état de cause, avant la sortie de l'animal de l'exploitation.

Pour les bovins destinés à des événements culturels ou sportifs, le marquage des animaux nés en Espagne ou au Portugal, conformément au règlement (CE) n° 2680/1999 susvisé, peut être soit deux marques auriculaires en plastique, soit une ou deux marques auriculaires en métal associées à une marque au feu, soit une marque auriculaire en plastique associée à une marque au feu. »

Art. 3. – Il est inséré, après le dernier paragraphe de l'article 13 de l'arrêté du 3 septembre 1998 susvisé, le paragraphe suivant :

« La pose de la boucle de remplacement d'un animal destiné à des événements culturels ou sportifs peut être réalisée au plus tard juste avant la sortie de l'animal de l'exploitation, cette opération nécessitant une contention de celui-ci.

En tout état de cause, le détenteur des animaux concernés doit être en possession de la marque auriculaire ou du double de la commande de cette marque.»

Art. 4. – Il est inséré, après le dernier paragraphe de l'article 27 de l'arrêté du 3 septembre 1998 susvisé, le paragraphe suivant :

« Pour un animal destiné à des événements culturels ou sportifs, le numéro de la marque au feu doit aussi être inscrit sur le volet d'identification du passeport. »

Art. 5. – La directrice générale de l'alimentation et le directeur des politiques économique et internationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 juin 2000.

JEAN GLAVANY

Arrêté du 28 juin 2000 fixant le contenu du rapport prévu par l'article 1000-8 du code rural relatif à l'observatoire départemental de l'emploi salarié en agriculture

NOR : AGRS0001278A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le code rural, et notamment l'article 1000-8 ;

Vu le décret n° 99-1137 du 21 décembre 1999 pris pour l'application de l'article 1000-8 du code rural et relatif à l'observatoire départemental de l'emploi salarié agricole,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Les données départementales qui doivent, au minimum, figurer dans le rapport annuel remis au préfet en application de l'article 2 du décret du 21 décembre 1999 susvisé sont les suivantes :

Données concernant les productions agricoles du département et leurs évolutions passées (sur les cinq dernières années disponibles) ;

Données structurelles issues des recensements agricoles et des enquêtes sur la structure des exploitations :

- dénombrement des exploitations agricoles par orientation technico-économique et classe de taille ;
- répartition de l'emploi dans les exploitations agricoles (en nombre de personnes et en équivalent temps plein) par orientation technico-économique et classe de taille, selon le statut : non-salarié, salarié familial, salarié non familial permanent, salarié saisonnier, emploi des ETA-CUMA sur les exploitations.

Données relatives à l'emploi salarié selon les secteurs d'activité de la Caisse de mutualité sociale agricole :

- données annuelles (portant sur les cinq dernières années disponibles) :
 - nombre d'entreprises employant de la main-d'œuvre ;
 - nombre de salariés ;
 - nombre d'heures de travail ;
 - répartition des salariés en fonction de leur temps de travail dans l'année ;
 - montant des salaires ;
 - nombre et répartition des bénéficiaires des mesures pour l'emploi, y compris l'apprentissage ;
 - nombre de groupements d'employeurs et répartition du nombre de salariés qu'ils emploient par nature du contrat de travail (à durée déterminée ou indéterminée).

Données trimestrielles :

- nombre d'embauches réalisées par contrat à durée indéterminée et par contrat à durée déterminée ;
- durée moyenne des contrats à durée déterminée.

Situation du marché de l'emploi dans le secteur agricole et dans les autres secteurs connexes.

Le rapport comporte toutes informations et données tant quantitatives que qualitatives permettant de contribuer à l'analyse des potentialités d'emplois, selon les métiers et les qualifications professionnelles. Il comporte également des propositions visant à inciter à la transformation de contrats à durée déterminée en contrats à durée indéterminée, à partir des potentialités ainsi dégagées.

Art. 2. – La directrice des affaires financières et le directeur des exploitations, de la politique sociale et de l'emploi sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 juin 2000.

JEAN GLAVANY

Arrêté du 3 juillet 2000 abrogeant un agrément octroyé au titre de l'article L. 612 du code de la santé publique

NOR : AGRG0001324A

Par arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche en date du 3 juillet 2000, l'arrêté du 6 décembre 1979 modifié le 14 mars 1997 octroyant l'agrément visé à l'article L. 612 du code de la santé publique à la Société coopérative agricole, organisation rationnelle, écoulement, productions animales « OREPA », rue Albert-Einstein, ZIN B.27, 72021 Le Mans Cedex sous le numéro PH 79 223 pour sa production porcine est abrogé.

Arrêté du 3 juillet 2000 portant renouvellement d'un agrément visé au premier alinéa de l'article L. 612 du code de la santé publique

NOR : AGRG0001325A

Par arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche en date du 3 juillet 2000, l'agrément visé à l'article L. 612 du code de la santé publique octroyé par l'arrêté du 28 août 1989 modifié le 3 mai 1993 à la SICA Porcial, ZI des Petites Places, 49600 Beaupréau, sous le numéro PH 89 439, est renouvelé pour une durée de cinq ans pour sa production porcine, l'adresse étant ainsi modifiée : ZI, Evre-et-Loire, BP 83, 49600 Beaupréau.

Arrêté du 4 juillet 2000 fixant les modalités et la nature des épreuves des concours de recrutement exceptionnel dans certains corps d'adjoints administratifs relevant du ministère de l'agriculture et de la pêche et de l'Office national interprofessionnel des céréales

NOR : AGRA0001193A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche et le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 90-713 du 1^{er} août 1990 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps des adjoints administratifs des administrations de l'Etat, modifié par le décret n° 98-1156 du 16 décembre 1998 ;

Vu le décret n° 2000-340 du 17 avril 2000 fixant les modalités exceptionnelles de recrutement dans certains corps d'adjoints administratifs relevant du ministère de l'agriculture et de la pêche et de l'Office national interprofessionnel des céréales,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Les concours prévus à l'article 2 du décret du 17 avril 2000 susvisé comprennent deux épreuves :

Epreuve n° 1 : épreuve écrite sous forme de questionnaire à choix multiple destinée à vérifier les connaissances professionnelles du candidat (durée : une heure trente minutes ; coefficient 1) ;

Epreuve n° 2 : épreuve pratique consistant à mettre les candidats en situation professionnelle et destinée à vérifier l'aptitude du candidat à mettre en pratique ses compétences (durée : de vingt à trente minutes ; coefficient 1).

Art. 2. – Les épreuves sont notées de 0 à 20.

Le jury établit la liste des candidats déclarés admis par ordre de mérite.

Seuls peuvent être déclarés admis les candidats qui ont obtenu, après application des coefficients, un total de points fixé par le jury.

Art. 3. – Le directeur général de l'administration du ministère de l'agriculture et de la pêche et le directeur général de l'Office national interprofessionnel des céréales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 juillet 2000.

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général de l'administration,

C. GALLIARD DE LAVERNÉE

Le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat,

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur général de l'administration et de la fonction publique :

Le sous-directeur,

D. LACAMBRE